

# LA SOURCE

Hédomadaire nigérien de réflexions, d'analyses, et d'informations générales BP: 5320 Niamey-Niger Tel:(00227) 96.53.95.77-90.90.95.77  
N°0122 du 22 septembre 2011-Prix:300F-Site:ttp/www.niger.diaspora.com

Rencontre des pays du Champ et Extrarégionaux à Alger

## Vaincre l'insécurité par le développement

Les 7 et 8 septembre 2011, la capitale algérienne a accueilli, une réunion de haut niveau des ministres des Affaires Étrangères des pays du Champ : Niger, Algérie, Mali et la Mauritanie, sur la situation sécuritaire dans la région. La sécurité, le partenariat et le développement de la région du Sahel constituent les thèmes de cette rencontre. Il convient de rappeler que, c'est la réunion ministérielle d'Alger du 16 mars 2010, qui a jeté les bases d'une coopération intégrée en matière de paix et stabilité dans la région Sahéli-saharienne. Durant deux jours, les ministres des Affaires Étrangères des pays du Champ, les partenaires au développement et ceux impliqués dans la lutte contre le terrorisme ont discuté sur la problématique de la sécurité dans la région du Sahel, ses implications, les voies et moyens pour lutter efficacement contre la montée de l'insécurité dans leur pays.



Gestion du Pouvoir

## Zaki dans la tourmente !?

Scandale Françafrique

### Le banditisme politique de la France

1ère session ordinaire du Conseil de ville de  
Niamey

### Pour des textes adaptés

Remise de diplômes à IPSP

### Plus de 84 % de professionnels de la santé prêts pour servir



## 1ère session ordinaire du Conseil de ville de Niamey Pour des textes adaptés

Du 13 au 16 septembre 2011, les conseillers de ville de Niamey ont tenu leur première session ordinaire dans la salle de réunion de la ville de Niamey. Plusieurs autorités au nombre desquelles le président de l'Assemblée nationale, le Gouverneur de la région de Niamey, de même que les députés nationaux au titre de la région ont honoré de leur présence l'ouverture des travaux de cette importante session.

La tenue de cette session est une étape importante dans la mise en place des dispositifs organisationnels et institutionnels devant définir les conditions de gestion de l'administration municipale. À cet effet, les participants ont eu à examiner le projet de règlement intérieur, de même que les dispositions qui doivent régir le fonctionnement de la municipalité durant le mandat en cours.

À l'ouverture de cette session, le président du Conseil de ville, monsieur Oumorou Dogari, a d'a-

à voir leur ville devenir l'une des plus belles de la sous-région, débarrassée surtout de mauvaise gestion. Pour atteindre cet objectif, les conseillers doivent apporter une innovation dans l'organisation et le fonctionnement de l'administration communale. Ce qui doit se faire par la mise en œuvre d'une politique économique performante dans le strict respect des textes régissant les collectivités territoriales au Niger.

Les conseillers ont travaillé à apporté une nouvelle vision de



Les nouveaux textes vont permettre aux conseillers de travailler pour une ville moderne

bord tenu à rappeler aux différents conseillers, pour les avoir investis, la confiance que les populations portent en eux. Cette responsabilité dit-il, ils doivent l'assumer, de manière à donner aux populations, la satisfaction d'avoir choisi les personnes qu'il faut, à la place qu'il faut.

Pour lui, « le développement de notre ville doit nécessairement passer par la mise en œuvre de politiques publiques, locales idoines, je veux dire adaptées, en tous points, aux aspirations de nos populations et de notre spécificité culturelle ».

En effet, la transition militaire a laissé une bonne impression par la qualité des prestations de la commune. Plusieurs travaux d'embellissement et d'assainissement ont été exécutés ; Ce qui a permis à Niamey de commencer à prendre l'allure d'une ville moderne. Cependant, beaucoup reste à faire pour donner à la capitale du Niger la stature et le visage des grandes villes africaines.

Les populations des différentes villes du Niger sont préoccupées par l'état des villes et deviennent de plus en plus exigeantes. Celles de Niamey, par exemple, aspirent

politique structurelle pouvant s'adapter aux besoins et aux aspirations des populations.

Durant ces quatre jours de session, les conseillers ont travaillé à travers un débat contradictoire afin de corriger les tares et apporter des propositions de qualités. Cette session a permis de délibérer objectivement sur des points qui ont permis d'identifier et de mettre en place les commissions spécialisées du conseil, de déterminer le régime indemnitaire et avantages accordés aux membres des organes délibérant et exécutif du conseil et leurs avantages lorsqu'ils sont en mission. Enfin, ces derniers ont travaillé en vue de déterminer le régime indemnitaire et avantages accordés aux agents des arrondissements communaux et de la ville.

Comme l'a souhaité le président du Conseil, Oumorou Dogari, les conseillers ont travaillé objectivement sans coloration politique ni esprit individuel. Ils viennent par ces dispositions de mettre en place un outil innovant pouvant permettre à la ville de se hisser définitivement au rang des villes modernes et attractives

Amani Mounkaïla

## Lancement de la caravane Cinétour Alcatel One-Touch, Orange et Cinécom célèbre le cinéma itinérantes

Le 20 septembre dernier, Orange-Niger a procédé au lancement de la caravane Cinétour en collaboration avec son partenaires Alcatel One Touch à l'école Madersa de Koirateuigui, à Niamey Niamey. C'était un événement grandiose riche en couleur qui s'est déroulé en présence du gouverneur de Niamey, Mme Boulame Kané Aïchatou, des maires d'arrondissement, du représentant d'un ministère des sports et de nombreux invités.

À cette occasion, la Gouverneur a salué l'esprit de créativité des organisateurs de cet caravane qui vont par cette ingénieuse initiative réinventer l'habitude de la fréquentation des salles de cinéma. Elle a par ailleurs rappelé, les différentes réalisations d'Orange-Niger dans les secteurs suivants : Sant, Education, Equipement et Sport .

Le Cinétour par Orange et Alcatel One Touch est une caravane sous-régionale itinérante qui sillonnera les régions du Mali, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Niger, de la Guinée et de la Guinée Bissau à tour de rôle chaque année pendant trois ans pour diffuser gratuitement des films africains et internationaux sur écran géant en plein air.

Cette opération est pour l'opérateur de téléphonie Orange, une manière de réaffirmer son engagement en matière de responsabilité sociale d'entreprise par un soutien actif à la création culturelle dans les pays d'Afrique où elle opère. Ainsi, le Cinétour est né du double constat de l'attrait constant pour l'image et le cinéma des populations, mais aussi des grosses difficultés de diffusion en salle que connaît le cinéma en Afrique depuis plusieurs années. Il permet, en outre, de relancer véritablement le cinéma auprès de son public en Afrique en l'emmenant à la rencontre des populations chez eux, notamment en zone rurale.

Ce pourquoi, explique Marc Rennard, Directeur Exécutif pour la zone Afrique, Moyen-Orient et Asie du groupe France Telecom-Orange, c'est une véritable fierté pour Orange, « d'être à l'origine de ce projet qui permettra à des milliers de personnes en Afrique qui n'auront jamais la chance de fréquenter une salle de cinéma, de voir projeté chez eux dans des conditions de haute qualité les dernières créations du cinéma

africain et international. C'est une grande première qui marquera sans aucun doute l'histoire de la diffusion du cinéma en Afrique ».



Un sentiment également partagé par Sandra Bozon, Responsable Alcatel One Touch sur l'Afrique Sub-saharienne qui explique pour sa part qu'Alcatel One Touch est très fier de faire partie de cette aventure exclusive qu'est le Cinétour qui est pour elle, « une occasion unique de célébrer les valeurs de proximité, de générosité et d'émotions que les téléphones Alcatel One Touch partagent avec le continent Africain ». Ce fut aussi l'occasion pour Frédéric Massin, qui est à la tête de CinéCom, la société organisatrice de la caravane de rappeler que le cinéma a bel et bien ses instants de gloire en Afrique. Aussi explique-t-il : « Au moment de l'âge d'or du cinéma en Afrique, il y avait de très grandes salles, quelques-unes couvertes dans le centre des grandes villes, mais la plupart étaient à ciel ouvert. Grâce à des moyens techniques importants – grands écrans et son puissant et de haute qualité –, le Cinétour souhaite recréer la magie de ces grandes séances de cinéma en plein air. C'est cet esprit de communion cinématographique que le Cinétour veut recréer lors de ces fêtes de cinéma itinérantes. »

Tout au long du Cinétour, la marque Alcatel One touch proposera le one Touch 105 au format ultra simplifié mais assez performant pour rendre accessible à tous l'usage des services de communication au Niger. Il faut noter, par ailleurs, que dans cette aventure, Africable Television a décidé de soutenir le Cinétour en assurant la médiatisation de l'événement auprès du public sur ses antennes en annonçant notamment l'arrivée de la caravane dans les différentes régions du pays.

Gestion du Pouvoir

# Zaki dans la tourmente !?

A peine cinq mois au pouvoir, l'homme du parti rose montre des signes de faiblesse face aux défis de l'exercice du pouvoir. L'homme des grands défis semble troublé devant la réalité du pouvoir. L'homme de la parole a l'air tourmenté par l'immensité des engagements pris et la réalité sur le terrain de la mise en œuvre concrète. Il mesure lui-même le caractère démagogique de ses promesses. Le pays va mal, la vie coûte de plus en plus chère. Le niveau de vie se dégrade chaque jour un peu plus. Les mauvaises pratiques tant décriées refont surface de plus belle et en pire. De la rupture annoncée, il n'en est rien du tout.

Ce pendant, les thuriféraires du régime continuent encore à abreuer l'opinion des slogans et des discours qui ne convainquent que leur cercle d'illuminés, qui ne se rendent plus compte qu'autour d'eux, c'est déjà la déception et la désolation doublée de regret. Le style de gouvernance s'annonce pire que les précédents.

Les nominations obéissent au même principe népotique de parents, amis, connaissances et alliés ainsi que leur caractère pléthorique et exclusiviste. Nous n'en voulons pour preuve que les nominations des conseillers en tout genre et les chargés de mission à la Présidence de la République et à la Primature qu'on compte par centaines.

Beaucoup d'entre eux ne savent pratiquement pas à quoi rime leur nouveau statut. Ils déambulent dans les couloirs et sous les arbres en scrutant les éventuels visiteurs et en distillant les rumeurs de toutes sortes. Ils passent leur temps à affabuler et à conjecturer sur tous les sujets, qui leur passent par la tête, du genre de leur fameuse affaire de tentative d'assassinat du Président Issoufou dans la nuit du 12 au 13 juillet 2011.

Quand aux membres du Gouvernement, ils ne cessent d'étonner

les nigériens qui ont cru à leur discours de rupture et à leur promesse de changer la manière de gouverner. Chaque jour que Dieu fait, les nigériens les plus optimistes commencent à s'inquiéter sur la capacité réelle des autorités actuelles à faire face à leurs aspirations légitimes d'une bonne gouvernance démocratique au service du développement national dans la dignité et dans l'honneur et cela, dans un esprit d'affirmation de notre souveraineté et de notre indépendance dans le choix de nos politiques publiques ainsi que nos partenaires de coopération.

La dernière décision du gouvernement relative à la situation en Libye a bouleversé et désorienté tous les nigériens et les observateurs mêmes les moins critiques. Ils se demandent tous, comment un gouvernement démocratique peut-il reconnaître une bande d'insurgés comme étant les seules autorités légitimes d'un pays ami et voisin en violation de la position officielle de l'Union Africaine ?

Comment comprendre cette attitude lâche et honteuse du Gouvernement de Issoufou Mahamadou ? Surtout lui dont tout le monde sait la nature des rapports personnels avec le colonel Khadafi depuis plus d'une décennie.

C'est pourquoi, cette décision du Gouvernement, qui est en soi un précédent dangereux pour notre pays en proie aux rébellions récurrentes, doit être dénoncée et condamnée avec la dernière énergie par tous les démocrates vertueux pour qui, la dignité et l'honneur ont un sens. Car, un pays comme le Niger ne doit pas accepter d'être à la solde des mafiosi de l'impérialisme internationale, qui ne sont mus que par intérêts égoïstes et mesquins en dehors de toute morale.

Les autorités nigériennes doivent s'amender et abandonner ce discours immoral et lâche qui consiste à dire qu'un pays n'a pas d'amis, il n'a que des intérêts. Cette conception des relations

internationales est non seulement scandaleuse et immorale, mais inappropriée dans la gestion des relations avec des pays frères et voisins comme la Libye victime d'un complot impérialiste et néo-colonial manifeste.

Notre pays devrait faire preuve de prudence et de neutralité à l'image du Mali, de l'Algérie et du Soudan, à défaut de dénoncer ouvertement l'ingérence de l'OTAN dans les affaires intérieures d'un pays souverain, même lointain, à fortiori la Libye, notre pays frère siamois. Tout le monde sait que le prétexte invoqué par les coalisés de l'OTAN pour justifier leur agression contre ce pays frère est trop fallacieux pour qu'un pays comme le nôtre accepte de faire leur jeu sans en mesurer les conséquences à court, moyen et long terme.

Le fameux CNT et ces commanditaires défendent tout sauf les intérêts réels du peuple libyen et de la Libye et les prochains jours nous édifierons incha'Allah. L'agression de la Libye est essentiellement motivée par des intérêts économiques de ces prédateurs et la volonté de détruire un modèle démocratique concurrent et efficace sur le plan de satisfaction des besoins économiques et sociaux des masses populaires.

Effet, le système politique libyen fondé sur la base de la troisième théorie universelle conçue par le colonel Kadhafi dans son livre vert, se voulait une innovation politique alternative, qui n'a rien à envier au modèle démocratique occidental, qui peine à satisfaire les préoccupations démocratiques, économiques et sociales des peuples, qui y ont fait recours mimétiquement.

Pire, à y regarder de prêt, les fameux alliés dits démocrates ne sont autres qu'un conglomerat de royautes, de monarchies et de Républiques, qui se passent pour pays donateurs de leçon démocratique. Quelle aberration !

Que Kadhafi ait fait 42 ans au pouvoir et qu'il doit songer à partir soit compréhensible si telle est la volonté du peuple

Libyen, nous en convenons volontiers, mais qu'on le fasse partir du pouvoir en ourdissant un complot international contre lui et son pays sous le prétexte d'apporter la civilisation démocratique occidentale en Libye est proprement inadmissible et inacceptable. Surtout lorsqu'on relève que les pays agresseurs sont tout sauf un exemple de démocratie républicaine.

Si Kadhafi a 42 ans au pouvoir, la Reine d'Angleterre a combien d'année au trône ? Est-ce que les royaumes unis sont prêts à passer à la vie républicaine ? De même, est-ce que toutes les monarchies arabes, qui ont soutenu l'agression de la Libye notamment le Katar, sont d'accord pour devenir des Républiques démocratiques ?

C'est pour toutes ces raisons que nous estimons que le Gouvernement de Issoufou Mahamadou ne devrait pas céder vite aux manœuvres impérialistes et néocoloniales de Sarkozy et de ses alliés pour reconnaître indignement le CNT et jouer les torpilleurs de la décision de l'Union Africaine.

Les intérêts de notre pays commandent la prudence et la vigilance. Surtout que les quelques noms connus des membres du fameux CNT ne rassurent en rien de leur sérieux et de leur capacité à incarner les vraies aspirations du vrai peuple libyen avec lequel le peuple nigérien a des liens séculaires. Malheureusement, nos illuminés au pouvoir aujourd'hui dans notre pays sont manifestement à la solde de leurs mentors, qui les ont aidés à y parvenir. Ils ne sont que la voix de leurs tuteurs hélas ! Que Dieu sauve le Niger et son peuple. Car, notre Zaki national est apparemment devenu le béni oui-oui de Sarko et de ses alliés. Le même Sarko, qui émettait des grosses goûtes de sueur en d'autres temps et dans d'autres circonstances face aux autorités de ce même Niger.

**Nouhou M. ARZIKA, Président du MPDNP**

## La Source

Hebdomadaire de Reflexions, d'Analyse et d'informations générales

### Directeur de Publication

Amani Mounkaïla

**Siège :** Academie des Arts

BP: 5320 Niamey Niger

Tel: (227) 96.53.95.77

90.90.95.77

Email : amanimb9@yahoo.fr

### Comité de Rédaction

Amani Mounkaïla

Djimaraou Nayoussa Dit Magie

Alpha Ibrahim

### Correspondant

**Diffa:** Aboubacar Halilou

### Impression

NTI

Tél. 20 73 92 18

### Tirage

1000 ex

## Bonne gouvernance

# L'opposition dans son rôle

Le Président de la République, Issoufou Mahamadou et le chef de file de l'opposition M. Seyni Oumorou ont accepté le principe de la démocratie et de la bonne gouvernance à travers un dispositif de rencontres périodiques en vue d'échanger sur les questions d'intérêts nationales.

Cette rencontre mensuelle est une thérapie politique constructive. Elle permet aussi au pouvoir d'asseoir une quiétude politique et même sociale pouvant permettre au gouvernement d'exécuter son programme politique. L'Alliance pour la Réconciliation Nationale (ARN) a promis de faire une opposition constructive et objective et il en sera ainsi a indi-

qué son président, Seyni Oumorou.

Toutefois, une opposition objective n'est pas synonyme d'une complicité, mais c'est un devoir



citoyen qui permet d'œuvrer pour la stabilité susceptible d'aider le gouvernement à réussir son pro-

gramme tant qu'il sera bénéfique au peuple.

Ce comportement à ne pas s'inviter régulièrement dans l'arène politique est considéré pour certains comme un silence complice. Pour le chef de file de l'opposition, le Niger doit réussir et il est temps de donner le coup d'envoi, mais l'opposition sera aux aguets pour contrôler dénoncer tout manquements.

La rencontre périodique entre le Président de la République, Issoufou Mahamadou et le chef de file Seyni Oumorou est un exercice politique civilisé qui répond aux principes de la démocratie et d'une gouvernance apaisée

## Rencontre des pays du Champ et Extrarégionaux à Alger Vaincre l'insécurité par le développement

Les 7 et 8 septembre 2011, la capitale algérienne a accueilli une réunion de haut niveau des ministres des Affaires Étrangères des pays du Champ : Niger, Algérie, Mali et Mauritanie, sur la situation sécuritaire dans la région. La sécurité, le partenariat et le développement de la région du Sahel constituent les thèmes de cette rencontre. Il convient de rappeler que c'est la réunion ministérielle d'Alger du 16 mars 2010, qui a jeté les bases d'une coopération intégrée en matière de paix et stabilité dans la région Sahélo-saharienne. Durant deux jours, les ministres des Affaires Étrangères des pays du Champ, les partenaires au développement et ceux impliqués dans la lutte contre le terrorisme ont discuté sur la problématique de la sécurité dans la région du Sahel, ses implications, les voies et moyens pour lutter efficacement contre la montée de l'insécurité dans leurs pays.

Selon les participants à cette rencontre, c'est la première conférence consacrée au terrorisme et au développement dans le Sahel à laquelle ont pris part, en plus des ministres des Affaires étrangères des quatre pays, 38 délégations de haut niveau dont, des représentants de la Chine, de la Russie, des États-Unis (représentés par le général de l'Africom), de la Grande-Bretagne, de la France (représentée par un conseiller du

qu'ils ont faite...» A cela, on note aussi, le trafic d'arme, de drogue et la menace d'une nouvelle rébellion brandie par les Touareg du Nord malien.

Les pays du Champ et leurs partenaires ont, durant ces deux jours de travaux, exposé les différentes stratégies pour apporter une réponse conséquente à l'insécurité dans la région. La précarité et l'effet de la sécheresse répétée exposent les populations

Pour M. Abdelkader Messahel, ministre délégué chargé des Affaires Maghrébines et Africaines, « une réponse politique ou militaire ne suffit plus pour juguler la problématique de la sécurité, il faut une réponse plus adaptée autour du développement de la région ». Et celui-ci d'insister sur la nécessité pour les États du Sahel d'assumer la responsabilité de la sécurité de la région dans un cadre de coopération structurée et organisée avec les partenaires.

M. Abdelkader Messahel a en outre rappelé que les pays du Champ soutiennent et contribuent à la mise en œuvre des instruments juridiques des Nations Unies et des organismes régionaux auxquels ils appartiennent. Cependant, ces derniers doivent prendre leur responsabilité pour lutter contre ce fléau régional mais aussi mondial qui étend chaque jour davantage ses tentacules. C'est pour cela que, nous dit-il, il faut développer un cadre juridique de coopération à travers des conventions bilatérales, judiciaires qui englobent quatre dimensions : politique (les consultations régulières), militaire (CEMOC), sécuritaire (UFL), développement (mise en place des micros-projets au bénéfice direct des populations et des grands projets structurants à l'image de la route transsaharienne).

Pour le ministre nigérien des Affaires Étrangères, Mohamed Bazoum, le Niger a souffert de la situation d'insécurité. Dans un rappel touchant de cette situation dans le Nord du Niger, le ministre nigérien a exprimé la préoccupation du gouvernement de son pays qui ne cesse d'œuvrer pour mettre la jeunesse nigérienne dans les conditions de vie acceptable par le recrutement des rebelles à la Fonction publique, leur formation et le financement des projets de développement dans les régions en crise. Cependant, le Niger est confronté à une situation économique difficile qui freine ses efforts. M. Mohamed Bazoum s'est insurgé contre les marchands d'illusions qui détournent les jeunes de la région Nord du Niger et les

détricteurs qui se spécialisent dans l'intoxication en décourageant les touristes à visiter les zones sécurisées. De telles situations ne participent pas à encourager les jeunes a-t-il ajouté. Pour encourager les jeunes à rester dans leur région, il faut d'abord assurer la sécurité des biens et des personnes à travers des mécanismes conjoints.

### Coopération militaire

Durant les deux jours de discussion, la problématique des questions stratégiques a été débattue. Les pays du Champ ont mis l'accent sur leur responsabilité première pour assurer la sécurité, la stabilité et le développement de la région à travers l'appropriation individuelle et collective. En outre, ils sont conscients du fait que la lutte contre le terrorisme nécessite la conjugaison des efforts de toutes les bonnes volontés. C'est pour cela que les États du Sahel font appel à la communauté internationale pour coopérer dans un cadre organisé et structuré.

Le Ministre mauritanien des Affaires étrangères, Hamadi Ould Hamadi reconnaît pour sa part que la lutte contre le terrorisme est un phénomène transnational, tout en insistant sur l'opérationnalité du CEMOC (Comité d'Etat-major opérationnel conjoint), le financement des projets de développement au sein des quatre pays (Algérie, Mauritanie, Mali et Niger) et la gestion des conséquences : « Mon vœu, c'est que le Cemoc, tel qu'il a été conçu, ne doit pas nous servir uniquement à faire des exposés à l'occasion de conférences, mais, il faut qu'il soit opérationnel ». Une préoccupation qui a également été prise en compte par le chef de la diplomatie nigérienne, Mohamed Bazoum pour qui, « le Cemoc doit pouvoir mener des opérations conjointes. Jusqu'à présent, ça n'a pas été le cas. Il faut que nous définissions les conditions de son opérationnalité, sinon cette réunion ne servirait à rien ».

### Partenariat et non-ingérence

Les pays du Champ ont réussi à arracher le droit de lutter sur leur



La table de séance : de gauche à droite les ministres des Affaires Étrangères du Niger, du Mali, de l'Algérie et de la Mauritanie

président Sarkozy), de organismes onusiens, du Centre de recherche et d'étude sur le terrorisme (Caert), du Comité de l'état-major opérationnel conjoint (CMOC) installé à Tamanrasset et de l'Unité Fusion et Liaison (UFL), une centrale de renseignement des pays du Sahel installée à Alger. Cette rencontre est la suite logique de celle tenue à Bamako.

En effet, cette réunion s'était déroulée dans un contexte extrêmement difficile, marqué par la crise libyenne et ses répercussions sur la région. Selon les responsables de la diplomatie des pays du Champ, cette situation fait craindre le pire et suscite donc une préoccupation majeure des États de la région et de leurs partenaires.

Cette préoccupation a été relevée par François Géré, président de l'Institut français d'analyse stratégique qui redoute la capacité des islamistes à mettre la main sur les armes de Khadafi : « On a affaire à des gens qui connaissent bien la situation, qui savent où sont les entrepôts. Récupérer ces armes est donc la première chose qu'ils vont faire, ou la première chose

surtout les jeunes à la vulnérabilité. Déjà en mai dernier, à Bamako, les pays du Champ avait préconisé qu'une solution urgente soit trouvée à travers le développement des zones vulnérables pour lutter efficacement contre l'insécurité

### Développement de la région : aide socio-économique

Il est admis que la situation de précarité de la jeunesse dans ces régions a fortement favorisé la situation d'insécurité. Les groupes d'intérêts maffieux ont exploité la vulnérabilité de cette frange de la société « marginalisée ». Ces jeunes deviennent des proies faciles qui tombent dans le piège des différentes organisations criminelles. Pour cela, la réponse réside dans une dynamique de renforcement de la sécurité dans la région par le renforcement du partenariat entre les différents pays à travers une coopération efficace en matière d'information soutenue par le financement des projets de développement, notamment, la création d'emplois pour les jeunes.

## Rencontre des pays du Champ et Extrarégionaux à Alger

# Vaincre l'insécurité par le développement

propre sol contre le terrorisme grâce à l'Algérie mais estiment que l'apport des partenaires sera plus visible dans la logistique et la formation. Aussi, comme l'a souligné M. Abdelkader Messahel, « le partenariat actif et efficient que nous souhaitons peut apporter des réponses appropriées à nos besoins en matières de formations et de renforcement des capacités, d'échange d'évaluations et de renseignements, de fournitures d'équipements spécifiques... ». Cette position commune des pays du Champ a été arrachée grâce à l'Algérie qui a une longue expertise dans la lutte contre le terrorisme et les trafics dans la région. Mais l'inquiétude des Etats du Sahel réside dans la capacité des terroristes à renforcer leur présence dans la région à travers les raptés et les demandes de paiement de rançons.

### Criminalisation de la rançon

Les pays du Champ et certains partenaires sont unanimes sur le fait qu'on ne peut combattre le terrorisme sans tarir ses sources de financement. Or, les terroristes tirent leur financement du paiement des rançons. Les pays du Champ, à travers M. Messahel, font appeler à la coopération des partenaires pour lutter efficacement contre le terrorisme : « Le partenariat actif et efficient que nous souhaitons peut apporter des réponses appropriées à nos besoins en matière de formation et de renforcement des capacités, d'échange d'évaluations et de renseignements, de fourniture d'équipement spécifiques... Ce partenariat devait également couvrir le volet normatif et impératif

de tarir toute source de financement du terrorisme, y compris en prohibant le paiement de rançons ». M. Abdelkader Messahel a insisté sur une valeur juridique internationale pour une criminalisation de la rançon et selon lui, « le versement des rançons contrevient aux dispositions de la résolution 1904 adoptée par le Conseil de sécurité en décembre 2009. Il est important que tous les États et particulièrement nos partenaires, nous appuient dans notre effort visant à enrichir l'arsenal juridique international d'un texte criminalisant le versement des rançons ». Les ministres des Affaires Etrangères du Niger et du Mali ont soutenu leur homologue Algérien au cours d'une conférence de presse. Pour le ministre nigérien Mohamed Bazoum, les pays du Champ et d'autres partenaires sont disposés à ce que l'on criminalise le paiement des rançons, mais la difficulté, ce sont les pays occidentaux qui faiblissent devant la pression de leur opinion nationale.

Au terme des deux jours de réunion, un communiqué conjoint a été rendu public, communiqué dans lequel les pays du Champ ont réaffirmé leur détermination à assumer leurs responsabilités nationales, régionales et internationales face au terrorisme et au crime transnational, en accordant un grand prix à la conjugaison de leurs efforts avec leurs partenaires. Un rendez-vous a été pris dans six mois dans un autre pays du Champ afin de poursuivre la réflexion sur les réponses appropriées à donner face à l'insécurité dans le Sahel.

Envoyé spécial Amani Mounkaïla

## COMMUNIQUE d'Alger

A l'initiative des pays du champ (Algérie - Mali - Mauritanie - Niger), lors de leur réunion ministérielle tenue à Bamako le 20 mai 2011, une Conférence de haut niveau sur le partenariat dans les domaines de la sécurité et du développement entre ces pays et les partenaires extra-régionaux s'est tenue à Alger les 07 et 08 septembre 2011.

Les pays du champ ont participé à la Conférence à un niveau ministériel, aux cotes de délégués de haut niveau des partenaires extra-régionaux, représentant des pays, institutions des Nations Unies, organisations régionales et bailleurs de fonds.

L'objectif assigné à la conférence est de dégager une vision commune du partenariat entre les pays du champ et leurs partenaires extra-régionaux pour contribuer à la mise en œuvre de la stratégie régionale unifiée arrêtée lors des Conférences d'Alger en 2010 et de Bamako en 2011.

La Conférence s'est réunie en séances plénières consacrées aux thèmes de la lutte antiterroriste, la lutte contre le crime transnational organisé et le développement.

Les participants se sont félicités de la tenue de cette conférence sur le partenariat, qui est la première du genre de par son format,

et qui s'inscrit dans le cadre de la coopération internationale impulsée par l'engagement de la Communauté des Nations à éradiquer les fléaux du terrorisme et du crime transnational organisé, et à créer les conditions d'un développement durable.

Ils ont procédé à un large échange de vues, d'analyses et d'évaluations sur les questions du terrorisme, du crime transnational organisé et du sous-développement.

Ils ont relevé à cet égard que le développement économique et social et la sécurité constituent un binôme indissociable.

Les représentants des pays du champ ont exposé leur stratégie régionale, fondée sur une vision commune, des principes directeurs et des mécanismes de coopération adaptés, et ont convenu de la nécessité d'engagements supplémentaires et davantage d'actions coordonnées.

Les partenaires extra-régionaux se sont félicités de la pertinence de cette stratégie et ont relevé l'importance de sa contribution à la mise en place d'une coopération régionale indispensable à la sécurité et au développement.

Les participants se sont félicités de la volonté des pays du champ de s'approprier les questions cruciales de la sécurité et du développement dans leur région, et ont déclaré souscrire à ce principe. Ils ont salué leur détermination à assumer leurs responsabilités nationales, régionales et internationales à cet égard.

Ils ont convenu que les offres de partenariat et de coopération ont pour vocation à correspondre prioritairement aux besoins des pays de la région, tels que définis par eux-mêmes.

Les pays de la région ont présenté les axes principaux du contenu du partenariat qui doit porter, en priorité, sur la formation et le renforcement des capacités, la fourniture d'équipements, l'échange de renseignements et le développement.

Les partenaires ont exposé leurs stratégies et approches pour le Sahel dans les domaines de la sécurité et du développement, qui comportent des axes et des créneaux de coopération, de nature à appuyer les efforts collectifs entrepris au niveau de la région.

Les pays du champ se sont félicités de la manifestation de solidarité qu'expriment ces stratégies et approches.

Les participants ont convenu de la nécessité de créer des synergies et des complémentarités entre les stratégies et approches existantes sur la sécurité et le développement au Sahel, dans le but de conférer plus d'efficacité et de cohérence à la coopération entre les pays du champ et leurs partenaires.

Les pays de la région ont exprimé leur préoccupation face au phénomène du paiement des rançons aux groupes terroristes preneurs d'otages qui constituent une source majeure de financement du terrorisme.

Les partenaires ont réaffirmé l'importance qu'ils attachent au tarissement de toutes les sources de financement du terrorisme et au renforcement des mécanismes internationaux pour réaliser cet objectif crucial.

Les participants ont examiné les différents aspects du crime transnational organisé et ont convenu que la lutte contre ce fléau et ses connexions avec le terrorisme appelle une action urgente et déterminée et exige une coopération intensifiée au plan régional et international.

Ils ont également relevé l'importance du développement et de l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment dans les zones enclavées et déshéritées, et ont convenu de la nécessité d'y consacrer les moyens nécessaires et d'appuyer les efforts entrepris à cet égard par les pays de la région.

Les participants ont condamné avec vigueur l'attentat terroriste contre l'Académie militaire Interarmes de Chéragh survenu le 26 août 2011 et ont exprimé au peuple et au Gouvernement algériens leurs condoléances les plus attristées.

Ils ont également exprimé au Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, Son excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, au Gouvernement et au peuple algériens leurs sincères remerciements pour l'accueil chaleureux qui leur a été réservé et l'hospitalité généreuse dont ils ont été entourés.

Les pays du champ ont souligné l'importance de la poursuite du dialogue avec leurs partenaires et ont convenu de la tenue dans six mois dans une autre capitale des pays du champ de la prochaine réunion de Haut Niveau.

En marge de la réunion d'Alger, nous avons rencontré M. Ousmane Diagana, Directeur des opérations pour la Banque Mondiale dans la zone Niger, Mali, Burkina-Faso, Mauritanie qui nous parle des perspectives d'investissement au Niger :

## « Le Niger bénéficiera de 130 à 140 millions de dollars chaque année pour réaliser ses programmes de développement. »

La réunion de haut niveau qui a regroupé les Ministres des Affaires Étrangères des pays du Champ, (Niger-Mauritanie- Mali et Algérie), les partenaires aux développements et ceux engagés dans la lutte contre le terrorisme sur la question de la sécurité a clos ses travaux sur la nécessité de faire du développement des régions du Sahel un facteur de lutte contre l'insécurité. La présence des représentants de la Banque Mondiale à ces assises témoigne de l'importance de la sécurité pour votre organisation. Que peut attendre les pays du Champ et plus précisément le Niger de la BM ?

Effectivement, le manque de développement ou le sous-développement avancé génère des questions de conflit, d'intégrité ou de violence. Si on veut mettre un terme à ces phénomènes là au delà des questions militaires ou sécuritaires, il est important qu'on mette l'accent sur des politiques publiques qui permettent de délivrer un service de qualité aux populations en terme d'accès à une formation de qualité, de santé, de développements des infrastructures de l'agriculture surtout dans les zones où vivent les populations les plus démunies. Tout cela pour créer des possibilités d'emploi. IL est heureux de constater que pour la conférence d'Alger, un accent particulier



ait été mis sur les questions de développement. Les partenaires techniques et financiers au nombre desquels une institution comme la Banque mondiale, vont jouer leur partition en ce qui les concerne, en apportant leur assistance technique et lorsqu'il est possible son assistance financière pour que des programmes pertinents puisse être proposés pour ses pays afin que la jeunesse puisse aspirer à meilleur avenir

**La crise libyenne a engendré d'énormes difficultés dues au retour forcé et massif des Nigériens au pays. Cette situation pose la problématique de l'insertion qui peut favoriser l'insécurité, notamment dans le rang des jeunes. La Banque Mondiale a-t-elle identifié des priorités en ce sens, est-elle disposée à financer des programmes d'insertion au Niger ?**

Ousmane Diagan : Le Niger est un pays qui est confronté à un défi de développement important, mais en même temps qui dispose d'opportunités intéressantes. En termes de défi de développement, c'est un pays qui a une population assez jeune, une population qui s'accroît à un rythme assez élevé – 3,3% par an. Une jeu-

nesse qui n'a pas bénéficié d'une éducation de qualité en ce qui concerne la formation professionnelle et l'enseignement supérieur. Le système éducatif à un chemin important à parcourir.

Je disais que le Niger dispose de potentialités importantes notamment, quand nous regardons la zone de Kandadji, mis en valeur, on peut générer des ressources importantes en eau qui permettront de développer l'agriculture, de faciliter l'accès à l'énergie. Le Niger va commencer très prochainement l'exploitation du pétrole, ça également c'est important pour le développement de l'industrie ou le développement des moyennes entreprises.

Le Niger partage, une frontière importante avec le Nigeria dont la population dépasse les 120 millions d'habitants. Ce qui constitue, naturellement, un marché important lorsque le Niger aura développé son potentiel agricole. La Banque Mondiale essaie d'atténuer les risques liés aux défis de développement tout en optimisant ou en maximisant les bénéfices liés aux potentialités dont le pays dispose.

Au regard de tout cela, nous travaillons avec le Niger pour le développement du système éducatif et en vue d'une formation de qualité dont les jeunes nigériens ont besoin pour contribuer à une plus grande compétitivité de l'économie nationale. Nous sommes en train de financer, avec d'autres partenaires, les programmes structurants de Kandadji qui doit être un pont de développement du pays. Nous avons également d'autres programmes qui sont en cours. Je vous donne des chiffres : Chaque année, et pour les trois années à venir, nous allons mobiliser 130 à 140 millions de dollars pour le Niger afin de l'aider à faire des progrès plus importants.

Amani Mounkaïla

## Remise de diplômes à IPSP Plus de 84 % de professionnels de la santé prêts pour servir

Le mardi, 20 septembre 2011, l'Institut Pratique de Santé Publique (IPSP) a organisé une cérémonie de remise de diplôme dans l'enceinte dudit institut. Sur les 184 candidats inscrits aux examens, 156 ont réussi aux épreuves, soit un taux 84,78% de réussite. Ce résultat reflète la bonne santé d'une école qui tire sa notoriété de la performance et la qualité de la formation.

« Nous ne nous contentons pas d'être

leurs félicitations aux corps enseignants et souhaités par la même occasion bonne chance aux récipiendaires dans leur vie professionnelle.

Dans son discours de bienvenue, le Directeur Général de l'IPSP, M. Abdoulaye Maïga Sanda, a remercié vivement, toutes ces personnalités, qui, malgré leurs multiples occupations ont accepté d'honorer de leur présence cette invitation. Depuis 2002, devait-il ajouter, « l'IPSP n'a cessé d'œuvrer pour l'amélioration



Cérémonie de prestation de serment

re bons, mais d'être des meilleurs », ce leitmotiv a permis à l'Institut Pratique de Santé Publique (IPSP) de devenir l'une des meilleures écoles de santé au Niger. Aujourd'hui l'institut est devenu un symbole, une référence. Grâce à ce slogan fédérateur, de plus en plus de jeunes développent un sentiment d'appartenance lié à cet établissement.

Plusieurs invités de marque étaient présents à cette cérémonie de remise de parchemins. Parmi ceux-ci, on peut noter la présence de la gouverneur de la région de Niamey, Mme Boulama Kané Aïchatou, du représentant du ministère de la santé, les responsables des instituts privés de la place, de même que de nombreux invités. Plusieurs orateurs se sont succédés pour présenter

de la qualité des soins au Niger ».

Fort de son expérience en, matière de santé, l'institut a opté pour une formation de proximité en s'approchant des populations. C'est ainsi que l'IPSP Agadez et l'IPSP Maradi ont vu le jour. Cette politique a permis aux étudiants d'être plus proches de leurs parents en réduisant de fait les charges pour ceux-ci.

Cette année les résultats à l'IPSP se présentent comme suit dans les trois localités.

- Agadez, 73,68% ;
- Maradi, 85,10% ;
- Niamey, sur 135 candidats, 126 sont admis
- Sage femme, 100% ;
- Infirmiers diplômés d'État, 100% ;
- Laborantins, 100% ;
- Agent de santé de Base, 93%.

Le Directeur Général de l'IPSP, M. Abdoulaye Maïga Sanda a octroyé 44 bourses d'une année aux meilleurs étudiants.

## Les Filières à l'IPSP

- Agent de Santé Communautaire
- Agent de Santé de Base (ASB)
- Vendeur en Pharmacie
- Délégué Médical
- Infirmier diplômé d'Etat
- Sage femme diplômé d'Etat
- Technicien du Développement social
- Technicien d'Hygiène et d'Assainissement
- Technicien de Laboratoire

## Spécialisation

- Technicien supérieur en promotion de la santé TSPS

- Technicien supérieur en Epidémiologie et bio statistique
- Technicien supérieur en Urgence
- Technicien supérieur en Gynéco Obstétrique
- Technicien supérieur en Dermatologie
- Technicien supérieur en Nutrition
- BTS en secrétariat Médical
- Technicien supérieur en santé de la reproduction
- Gestion des Hôpitaux
- Technicien supérieur en ophtalmologie
- Technicien supérieur en Kinésithérapie
- Technicien supérieur en Stomatologie

## Scandale Françafrique

# Le banditisme politique de la France

Au moment où les africains peinent à vaincre les effets de la sécheresse, des maladies, le chômage des jeunes, l'insécurité grandissante des villes, la France de Zarkozy et ses amis sous-préfet de France et prési-



**l'avocat français Robert Bourgi**

dent africains s'offrent un spectacle préélectoral moribond. En effet, Robert Bourgi, conseiller officieux de Nicolas Sarkozy, affirme que des chefs d'Etat africain, Abdoulaye Wade du Sénégal, Blaise Compaoré du Burkina Faso, Laurent Gbagbo (ancien président) de la Côte d'Ivoire, Denis Sassou Nguesso du Congo-Brazzaville et Omar Bongo du Gabon ont gracieusement fourni des mallettes de billets à Jacques Chirac et Dominique de Villepin. Selon les mêmes, ce pactole s'élèverait à plusieurs dixième de millions d'euros, de quoi construire des routes, des hôpitaux, développé les potentialités agricole afin de mettre l'Afrique à l'abri des fléaux qui ne cessent d'éloigner le sourire sur le visage d'une jeunesse africaine sacrifiée. Cette grave accusation a été confirmée par, Mamadou Koulibaly, l'ex-numéro 2 du régime du président déchu, Laurent Gbagbo de la Côte d'Ivoire. Ce dernier soutenait dans sa déclaration que «d'environ deux milliards de FCFA (environ trois millions d'euros) transportés d'Abidjan vers Paris par valise». Pour soutenir l'avocat français dans son déballage, Koulibaly a martelé «Robert Bourgi a parfaitement raison il y a eu un transfert d'argent entre Laurent Gbagbo et Jacques Chirac, en 2002». Ce nouveau scandale justifie et conforte « la République des mallettes » un best seller du journaliste enquêteur, Pierre Péan sur les commissions et rétro commissions sur un ami de Dominique de Villepin.

Effectivement Jacques Chirac et Dominique, Villepin et ses amis ont réfuté cette accusation en menaçant de porter plainte. Ces fonds occultes des dirigeants africains auront visiblement servi à financer les activités des politiciens français et l'élection de Chirac. En Afrique, ce scandale n'a fait ni chaud ni froid aux africains qui vivent chaque jours des situations d'humiliations et de gangstérismes de la France et de l'occident. Nos « présidents » ou plutôt les sous-préfets français n'ont cessé de piller les maigres ressources africaines pour alimenter la caisse « noire » des politiciens français depuis des années. Imaginer le mal que Foccart et sa clique ont causé à l'Afrique, ajouté à ceux posés par Bourgi et sa compagnie pour mesurer ce que de probable « destructeurs invisibles » sont en train faire à l'heure actuelle. L'Afrique peut-elle survivre à ses assauts ? Pour l'heure, tout porte à croire que le jeu politique ou électoraliste est en marche, celui qui essaie de faire passer Nicolas Sarkozy pour l'homme de la rupture, celui de la fracture avec ces pratiques "d'un autre âge" ». En France des voies se sont levées pour demander que justice soit faite. Pour le socialiste François Hollande, une procédure judiciaire doit être ouverte contre l'avocat Robert Bourgi après cette accusation grave. En répondant aux questions de Canal Plus, François Hollande n'a pas caché son indignation, « On doit savoir ce qui s'est passé pendant toutes ces années, parce que ce sont des graves infractions à la législation sur le financement des campagnes électorales et peut-être même davantage » Ce qui est ignoble dans ce banditisme politique, c'est le caractère hypocrite des acteurs qui narguent les peuples une carapace d'impunité. Le seul bénéfice que peut tirer le peuple de ce scandale serait de ce placer en indésirable spectateur. La démarche va sans doute changer en se ressuscitant sous d'autres formes, le printemps arabe est une illustration est un exemple Ce qui est certains, il y avait eu Foccart, il y a eu Robert Bourgi et il y aura d'autres pour perdurer l'enchantement de la tradition du royaume pour que vive les rois .

**Wahab. B**

## Crise libyenne

# Une France libératrice

Le 16 septembre dernier, le Président de la république française, Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron arrivent triomphalement à Benghazi. Les deux libérateurs de la Libye en feu ont été accueillis par une foule à la hauteur de l'événement. La France, le Royaume Uni et l'OTAN sont finalement en train de chasser khadafi. Pourtant, le Conseil national de transition (CNT) en Libye, continu de rappeler que la guerre n'est pas finie. La preuve, les pro-Khadafi continuent à résister et à repousser les combattants du CNT même si par ailleurs, les intérêts des « Grandes nations » sont en marche. En lisant minutieusement le discours de Zarkozy à Benghazi, on peut se demander les réelles motivations de la France dans ce pays ? A-t-elle subitement eu pitié de ce pays dirigé depuis 41 ans par un « dictateur » ou serait-ce un désir de ressusciter un passé « glorieux » ? Zarkozy veut-il ressembler à De Gaule ?

« Jeunes de Benghazi, jeunes de Libye, jeunes Arabes, la France veut vous dire son amitié et son soutien. Vous avez voulu, vous avez voulu la paix, vous avez voulu la liberté, vous voulez le progrès économique. La France, la Grande-Bretagne, l'Europe seront toujours aux côtés du

peuple libyen. Mais, amis de Benghazi, nous vous demandons une chose, nous croyons dans la Libye unie, pas dans la Libye divisée. Peuple de Libye, vous avez démontré votre courage. Aujourd'hui, vous devez démontrer un nouveau courage, celui du pardon et celui de la réconciliation. Vive Benghazi, vive la Libye, vive l'amitié entre la France et la Libye. »

Le discours du Général De Gaule aux africains à la veille de l'indépendance semble être rééditer par Zarkozy à Benghazi. Certes, le contexte et les acteurs ne sont pas les mêmes, mais la peinture est la même et exprime tout autant un désir prédateur plutôt que libérateur. Cependant, le Maghreb est fier de son histoire, son indépendance est acquise arme à la main. Cette France de Zarkozy risque fort de se brûler les doigts. La France à deux ennemis en Libye, les islamistes qui constituent la majorité du CNT et les pro-khadafi.

Une Libye divisée est une perte pour la France et le Royaume-Uni qui s'activent à partager déjà le butin de guerre. L'amitié France-Libye est un slogan pour le moment mort-né et la France risque fort de sortir de la Libye comme elle est sortie du Viêtnam.

## Atelier de formation

# Les élus locaux renforcent leurs capacités

Le laboratoire d'Étude et de Recherche sur les Dynamique Sociales et le Développement Local (LASDEL), en collaboration avec ses partenaires Aires-Sud et la Coopération Suisse, a organisé deux jours durant, du 15 au 16 septembre 2011, une session de formation destinée aux élus locaux de plusieurs régions du Niger. L'objectif de cette formation est de renforcer la capacité des élus face aux défis de la bonne gouvernance.

De sa création à ce jour, le Lasdel a mené plusieurs études qui se déclinent en quatre principaux axes de recherche : État, politiques publiques et pouvoirs locaux, Politique et pratique de santé, Politique de lutte contre les vulnérabilités et Système de production, Ressources naturelles et infrastructures rurales. Sa mission est de mener des recherches empiriques de la qualité sur des thèmes ayant un intérêt à la fois scientifique et social en développant une dynamique ; de nouer des collaborations avec des partenaires nationaux et internationaux, multiples et diversifiés sur la plan scientifique et

économique, de contribuer au renforcement des universités africaines en matière de recherche, d'accepter le dialogue approfondi avec les acteurs engagés, de développer une animation dans les villes et pays où il opère en contribuant aux débats publics.

Durant ces deux jours de formation, les participants à cet atelier ont échangé avec les chercheurs sur les différentes études faites sur le fonctionnement des communes nigériennes. Le Directeur scientifique du LASDEL, monsieur Amadou Oumorou s'est réjoui de la volonté des élus à partager les résultats des recherches menées principalement dans le cadre de l'observatoire de la décentralisation. « Le LASDEL dispose aujourd'hui d'une masse critique de donnée empiriques sur la gouvernance, les biens et services publics locaux, le fonctionnement au quotidien des commune » a-t-il ajouté. Le Directeur scientifique du LASDEL a souhaité, un bon retour aux différents participants dans leur différentes région et remercié, le programme Aires-Sud et la Coopération suisse pour l'appui financier dans la réussite de cette session de formation

## AGEB

### Agence de Gardiennage et d'Entretien des Bâtiments

Siège Social: Quartier Zongo- Rue 34-Porte n° 244  
BP: 11673 - Niamey Niger Tel : 90.27.75.16 / 94.77.45.98

Email:ageb2010@yahoo.fr

Autorisation N° 2641/MISD/AR/DGPAJ/DAJ-R  
du 21.07.2010- RCCM-NI-NIA-2010-B-626

## Lisez et faites lire

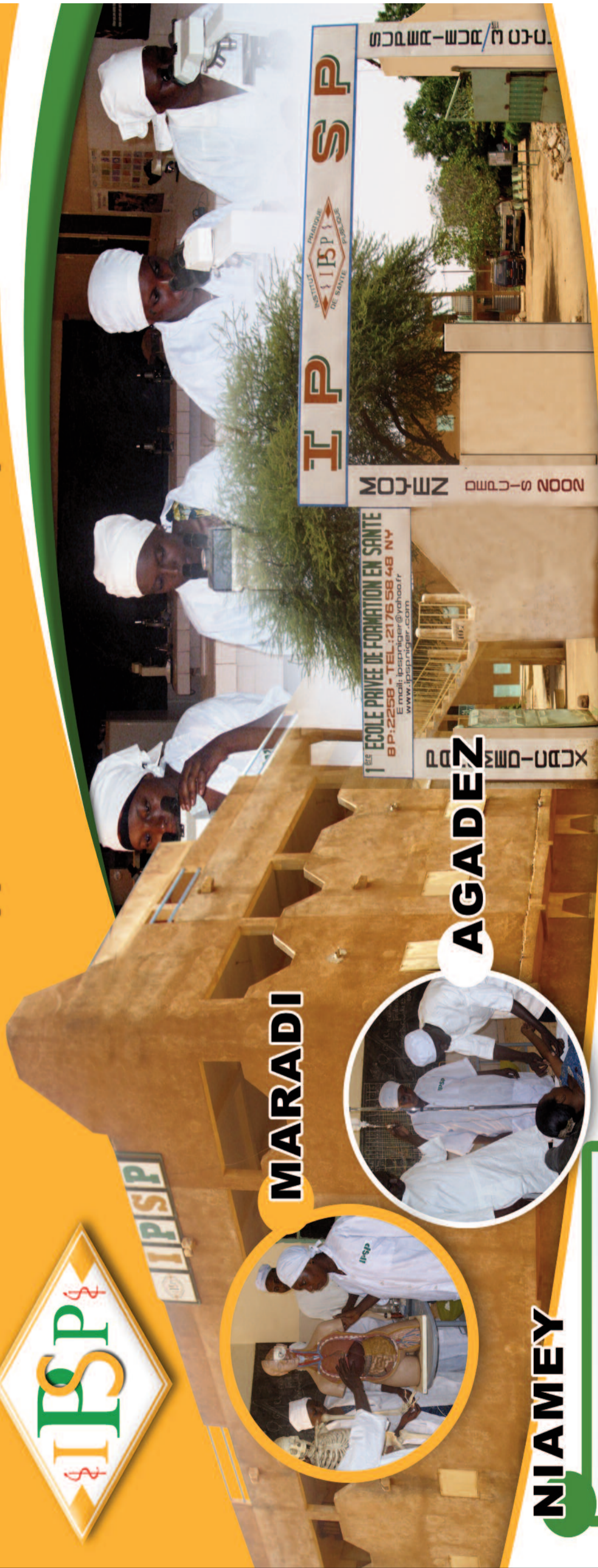
vosre Journal

“LA SOURCE”

# INSTITUT PRACTIQUE DE SANTE PUBLIQUE

1<sup>ère</sup> Ecole Privée de Formation des Professionnels de la Santé

Au service du développement Sanitaire depuis 2002



**MARADI**



**AGADEZ**

**NIAMEY**



*Nous ne contentons pas d'être Bons  
mais d'être les meilleurs!*

République du Niger / BP: 2258 Niamey-Niger / Tel: (+227) 21 76 58 48 / Fax: (+227) 20 73 49 86

E-mail: [ipsniger@yahoo.fr](mailto:ipsniger@yahoo.fr) / Site Web: [www.ipsp-niger.com](http://www.ipsp-niger.com)